



**UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
(UCAD)**

□□ □□

**LABORATOIRE D'ANALYSE DES POLITIQUES DE
DÉVELOPPEMENT
(LAPD)**

□□ □□

Tél .: (221) 859.22.18* Fax : 825.19.79 * BP 16 448* Dakar - Fann

PROJET : « *Renforcement des politiques publiques pour les emplois décents en Afrique francophone dans le contexte de la pandémie de COVID-19* »

Subvention du CRDI numéro 109490-001 couvrant la période Aout 2020 – janvier 2023

Rapport de l'atelier de lancement

Dakar, le 24 Juin 2020

Sommaire

1- Présentation du Projet	2
2- Les objectifs de l'Atelier de lancement	3
3- Déroulement de l'atelier	4
4- La mise en place du comité de pilotage	7
5- Stratégie de communication de l'atelier	7
Annexe 1 : Insertion dans journal L'Observateur du Jeudi 08 Octobre 2020.....	8
Annexe 2 : Insertion dans le Journal du Soleil du Jeudi 08 Octobre 2020	10
Annexe 3 : Insertion sur seneweb	11
Annexe 4 : Creation du site du projet	12
Annexe 6 : diffusion en direct sur facebook de l'atelier de lancement	14

L'atelier de lancement du projet s'est déroulé le jeudi 8 octobre de 15h10 à 16h 10 sous forme de réunion virtuelle à partir de la plateforme Zoom. Ce document se décline ainsi, nous allons d'abord présenter le

1- Présentation du Projet

Depuis décembre 2019, le monde vit au rythme d'une épidémie à syndrome respiratoire aigu, qui s'est rapidement propagée au reste du monde. En Afrique, les défis que la pandémie pose aux systèmes de santé et à l'économie sont amplifiés par les faiblesses structurelles et institutionnelles auxquelles le continent fait face. Pour faire face à ces défis, la plupart des pays africains ont mis sur pied des fonds de riposte, visant à prendre en charge les défis de santé publique que pose la pandémie, mais également, en limiter les conséquences négatives pour l'économie et les groupes sociaux vulnérables.

Le secteur informel a fait l'objet de beaucoup d'études en Afrique, très peu de littérature existe sur la sensibilité de ses acteurs aux épidémies et le niveau auquel l'organisation de la production informelle peut en favoriser la propagation.

L'objectif général de la mission est d'améliorer l'efficacité des interventions / politiques de stabilisation et de relance adoptées dans le cadre de la gestion de la pandémie dans les pays africains avec un focus sur les petits acteurs de l'informel. D'où la nécessité de : a) comprendre l'impact des mesures de distanciation sociale liées au COVID 19 sur l'économie des pays de l'Afrique de l'Ouest et sur les groupes vulnérables, notamment les femmes, qui tirent leurs moyens de subsistance des activités informelles, b) rechercher les voies et moyens d'améliorer la productivité et de renforcer la résilience à long terme (post-pandémie) des entreprises informelles, qui sont prédominantes et emploient les personnes vulnérables, notamment les jeunes et les femmes, en Afrique, c) mieux contrôler la propagation de l'épidémie du COVID-19 par une meilleure compréhension des canaux par lesquels l'informel favorise la propagation de la maladie, d) mieux orienter les dépenses publiques correspondant aux fonds de riposte vers un appui efficace aux moyens de subsistance des groupes vulnérables.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- ✓ Mener une analyse détaillée de l'impact de la crise sur l'activité économique, en particulier, les activités employant les groupes vulnérables que sont les jeunes et surtout les femmes avec un accent sur les similitudes et les différences d'un groupe à l'autre, mais aussi entre différentes catégories dans chaque groupe.
- ✓ Déterminer sur la base d'une meilleure compréhension du modèle de contacts interpersonnels (par une analyse quantitative et qualitative) dans l'informel, les stratégies d'encadrement adaptées pour limiter la propagation de la maladie, en influençant les comportements des acteurs par une structure d'incitations adaptée Aux caractéristiques particulières de chaque groupe et sous-groupe
- ✓ Comparer les modalités de mise en œuvre des fonds de riposte, par les transferts directs aux pauvres et par le soutien aux activités informelles qui les emploient, pour en déterminer les efficacités respectives ;

- ✓ Analyser les mécanismes de mise en œuvre des programmes d'appui aux activités informelles en étudiant les modalités les plus adaptées pour chacun des pays étudiés et chacune des sous catégories des groupes de l'informel ;
- ✓ Proposer une boîte à outils permettant de sélectionner, de manière transparente et équitable, les activités informelles pouvant bénéficier d'un appui ciblé de l'État, de manière à consolider de façon durable les moyens de subsistance des pauvres, tout en préservant l'hygiène publique ;

La composition de l'équipe du Projet est déclinée comme suit :

- Professeur Ahmadou Aly Mbaye, Chef de projet
- Professeur Fatou Gueye, Co- Directrice du projet et Coordinatrice de l'équipe du Sénégal
- Professeur Brahim Boudarbat, Directeur de l'OFE, partenaire du Projet
- Professeur Ngouem épouse UM Marie Thérèse, Coordinatrice de l'équipe du Cameroun
- Professeur Felix Zogning, Co-Coordinateur de l'équipe du Cameroun,
- Professeur Alinsato Alastaire Séna, Coordinateur de l'équipe du Bénin
- Professeur Mouhamed Fouzi Mourji, Directeur du LASAARE (laboratoire de Statistique Appliquée à l'Analyse et la Recherche en Économie), Coordinateur de l'équipe du Maroc
- Dr Yvette Obo Onibon Doubougan, Expert Genre

2- Les objectifs de l'Atelier de lancement

Les objectifs de cet atelier de lancement sont de :

- J de concert avec les décideurs politiques, universitaires et organisations professionnelles du secteur informel, dresser un tableau d'ensemble des effets de la pandémie du COVID 19 sur les économies de la région de l'Afrique de l'ouest ;
- J faire l'ébauche d'une cartographie des secteurs/acteurs directement ou indirectement touchés par la gestion de la pandémie ; la cartographie fera l'objet d'une recherche de validation sur la base de données objectives ;
- J faire l'état des lieux des mesures / politiques de stabilisation et de relance liées à pandémie ;
- J de concert avec les acteurs ci-dessus, définir un agenda de recherche pertinent s'appuyant sur les besoins de connaissances et d'évidences scientifiques pour éclairer la prise de décision et l'action publique dans le but d'en renforcer l'efficacité ;
- J Mettre en place un comité de pilotage chargé de l'orientation de la mission d'étude

Les résultats attendus à l'issue de cet atelier de lancement sont :

- J Les objectifs du projet sont bien compris par les participants.
- J Une cartographie des secteurs les plus touchés par la pandémie est établie et des réponses politiques appropriées proposées.

-) Le comité de pilotage du projet est mis en place.
-) Le démarrage des activités du projet est effectif.

3- Déroulement de l'atelier

Le jeudi 08 octobre 2020 l'UCAD a tenu un webinaire pour le lancement du projet UCAD-CRDI intitulé '*Renforcement des politiques publiques pour les emplois en Afrique Francophone dans le contexte du COVID-19*'.

Professeur Ahmadou Aly MBAYE, Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et co-directeur du projet, a prononcé les mots de bienvenue. Professeur Mbaye présente le projet qui est lancé pour appuyer les acteurs informels vulnérables dans un contexte COVID-19. C'est un projet financé par le CRDI au profit du laboratoire d'analyse des politiques de développement (LAPD) de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Le projet regroupe un certain nombre de partenaires : L'Observatoire de la Francophonie Economique de l'Université de Montréal, l'Université d'Abomey-Calavi, l'université de Dschang, et le LASAARE. Professeur Mbaye a assuré la modération à la place de Madame la Ministre du commerce au Sénégal qui n'a pas pu prendre part à cet atelier pour des contraintes de dernières minutes. Il a rappelé aussi que la capsule du Président de la République du Sénégal a été annulée du fait de son calendrier très chargé avant de donner la parole aux présentateurs.

Mme McKinsey représentante de l'ambassadeur du Canada au Sénégal et Chef de la Coopération a pris la parole la première pour décliner de l'importance du projet. Dans son discours Mme McKinsey considère que la collaboration de chercheurs canadiens et africains permet de prendre en compte les spécificités des différents pays. Elle souligne aussi que dans sa politique d'aide internationale féministe, le Canada est persuadé que la participation des femmes et des jeunes dans l'économie favorise la stabilité sociale et un développement global. L'aide internationale du Canada vise une croissance inclusive par la création d'emplois descend dans le secteur informel. Dans le contexte de la COVID-19, le Canada a tenu, à travers le CRDI, à apporter son soutien aux différentes régions. Mme McKinsey se réjouit du fait que les résultats du projet seront pris en compte dans les différentes instances de prise de décision pour la lutte contre le COVID-19 dans les quatre pays partenaires de ce projet.

Professeur Brahim Boudarbat, directeur de l'Observatoire de la Francophonie Economique, sis à l'Université de Montréal, dans son allocution présente son institution et affirme que le développement rapide de celle-ci est le fait en partie de sa collaboration avec les universités africaines dont l'UCAD. Il rappelle les activités qui ont été faites dans le cadre leur partenariat avec l'UCAD à travers la personne du professeur Mbaye. Durant cette collaboration plusieurs échanges d'étudiants, de doctorants et de jeunes chercheurs ont été fait entre les deux universités. Puis il exprime son engouement pour cette nouvelle collaboration qui s'inscrit dans le cadre de ce projet avec le CRDI. Ainsi, Professeur Boudarbat s'engage à mobiliser un réseau de chercheurs dans cette étude et à organiser une conférence sur le contexte de l'emploi et du COVID-19 où les différents chercheurs du projet pourront présenter leurs résultats préliminaires. L'office entrevoit aussi d'éditer un ouvrage collectif sur les politiques de riposte au COVID-19 et les stratégies de sortie de crise et de résilience économique. Les jeunes chercheurs de l'office seront impliqués en donnant la priorité aux femmes. L'office va aussi contribuer à l'effort de communication et aux activités de transfert des connaissances. Enfin il remercie professeur Mbaye de lui avoir donné l'occasion de participer à ce projet.

Professeur Alinsato Alastaire Séna, de l'Université Abomey-Calavi du Bénin et Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat chargé du plan et du Développement du Bénin, s'est fait représenter par Dr Lokonon Odilon Boris Kounagbe. Après avoir présenté l'impact sanitaire, économique et social du COVID-19 dans le monde et en Afrique, Dr Lokonon Boris loue l'initiative de ce projet et remercie le CRDI pour son soutien financier.

Avant de donner la parole au professeur Ibrahima Seck, professeur Mbaye évoque le caractère interdisciplinaire de ce projet d'où la différence dans les spécialités des intervenants.

Professeur Ibrahima Seck, Chef de service de Médecine Préventive de la Santé Publique, présente la situation de la COVID-19 au Sénégal et son impact sur le secteur informel. Selon lui l'épidémie touche en majorité les jeunes de la tranche d'âge allant de 20 à 39 ans. Ce sont ces jeunes qui constituent l'essentiel de la population active, d'où l'impact de la pandémie sur les différents secteurs d'activité, en particulier sur le secteur informel. Selon lui le secteur du commerce qui est en grande partie informel, a été rouvert sans les mesures nécessaires pour contenir l'expansion de la maladie. Il considère que le projet sera ainsi un prétexte pour renforcer les stratégies de lutte contre la COVID-19 dans le secteur informel.

Docteur Patricia Mendjime, Chef des équipes d'Intervention Rapide et d'Investigation dans la gestion de la pandémie de la COVID-19 au Cameroun, donne la situation du Cameroun face à cette pandémie. Elle évoque les mesures prises par le gouvernement pendant et après le confinement ainsi que l'impact socio-économique de la pandémie. Elle identifie aussi plusieurs actions pour limiter la propagation de la maladie qui entre dans le cadre de leurs activités.

Professeur Mouhamed Fouzi Mourji, Directeur de LASAARE au Maroc, dans son allocution les différentes activités que son équipe compte entreprendre dans le cadre de projet. Il s'agit de : i) faire une revue des programmes de politiques en faveur du secteur informel d'avant la crise et une revue des études d'impact de la crise sanitaire avant et après les mesures correctives d'appui (exemple : analyse de la pauvreté), ii) mener des enquêtes auprès des unités de production informelles et des ménages par secteur d'activité et par niveau d'informalité, iii) évaluer la portée des mesures qui ont été prises ainsi que leurs limites, iv) déceler les idées pour améliorer la portée des mesures prises, v) éclairer les décideurs sur les mesures à concevoir dans le futur et en moyen terme. Les prévisions ont montré que les conséquences en perte de valeur ajoutée vont s'aggraver et une reprise complète des économies ne sera pas possible avant 2023. C'est là où le projet aura son importance en aidant les décideurs à prendre les mesures les mieux adaptées pour les unités de production informelles. Le professeur Mourji précise que les enquêtes vont aussi prendre en charge l'aspect genre car les statistiques ont montré que les femmes ont moins bénéficié des mesures d'aide. Ce qui constitue une seconde motivation, pour lui et son équipe, pour participer à ce projet.

Monsieur Ousmane Sy Ndiaye, directeur de l'UNACOIS, dans son allocution présente les difficultés dans lesquels les entreprises font face suite à l'installation de cette pandémie en mentionnant la perte d'emploi. Selon lui l'UNACOIS s'interroge sur les stratégies à entreprendre par les pays africains pour corriger les conséquences économiques et sociales de la pandémie du COVID-19 et faire de cette crise une opportunité de changement positif. Ce sont les conséquences socio-économiques de la pandémie qui ont le plus affecté les pays africains. Le secteur informel qui emploie en moyenne 80 à 90% des populations est devenu très vulnérable du fait du faible encadrement social et de l'impossibilité de ces acteurs de mener à bien leur activité sans risquer de s'exposer à la maladie. Le secteur informel occupe une place importante et stratégique au Sénégal. Il représente 87% du tissu économique dont l'essentiel est constitué d'entrepreneurs. Dans le secteur du commerce les grandes entreprises représentent seulement 2,2% de l'ensemble des entreprises, les autres 97% sont constitués des très petites, petites et

moyennes entreprises. Le secteur informel est dominant dans les trois secteurs qui constituent l'économie, à savoir, le secteur agricole, le secteur de l'industrie et celui des services. Suite à cette crise, les prévisions estiment la baisse des exportations de 16% et celle des importations de 18% en 2020. Les transferts vont connaître une baisse de 30%. Face aux conséquences socio-économiques le gouvernement du Sénégal met le focus sur le secteur informel dans sa politique de relance, notamment le secteur agricole dans sa globalité, et dans le souci d'une souveraineté alimentaire. Les attentes de l'UNACOIS concernant les politiques de relance sont de plusieurs ordres. Cela concerne la question du financement de l'encadrement, de la formation, de la coopération, la logistique, distribution, etc. La transformation des produits de base et la gestion des risques et l'industrialisation constituent une urgence pour les entreprises. Pour terminer, le directeur exécutif de l'UNACOIS remercie professeur Mbaye de les avoir associé encore une fois à ces activités.

Suite aux présentations le professeur Ngouem épouse UM Marie Thérèse Marie de l'Université de Dschang prend la parole pour appuyer les propos du Dr Mendjime concernant la situation sanitaire et socio-économique du COVID-19. Elle considère que ce projet est une occasion pour permettre au secteur informel de jouer le rôle qui lui est imparti.

Professeur Mbaye se félicite de la composition de l'équipe du projet qui est pluridisciplinaire. Du fait des conséquences variées de cette pandémie qui sont d'ordre sanitaire, sociale et économique, on a jugé nécessaire d'avoir une réponse scientifique basée sur une très forte interaction entre les disciplines. L'autre particularité de cette équipe est la participation des chercheurs qui sont aussi des décideurs politiques. Nous espérons générer très rapidement des outputs à partager avec les décideurs politiques. En attendant d'avoir des données d'enquêtes produites dans les différents pays nous allons utiliser des données secondaires tirés des bases de données et d'autres sources pour produire des blocs des 'policy brief' et des rapports à l'intention des décideurs politiques. Il remercie le CRDI qui a mis en place ce mécanisme de réponse rapide pour simuler la réflexion scientifique visant à générer des évidences pour alimenter l'action politique face à la COVID-19. Cette dernière a révélé beaucoup d'inégalités dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud. Dans les pays du Sud en particulier où les acteurs du secteur informel ont été désavantagés. Le CRDI est une institution qui est très bien connu en Afrique de par ses actions. Par exemple, certains participants de ce projet, dont Professeurs Alinsato Alastair Séna et Fatou Gueye, sont des produits du programme PTCI qui est un programme phare financé par le CRDI. Le CRDI a toujours entretenu une collaboration étroite avec les chercheurs africains. Professeur Mbaye dit espérer que cette collaboration que nous commençons aura autant de succès et d'éclats que les précédentes. Pour finir il remercie tous les participants de ce webinaire et donne la parole au Dr Flaubert Mbiekop, administrateur de programme au CRDI.

Dr Mbiekop, après avoir remercié Professeur Mbaye et les intervenants considère que la qualité des interventions augure d'une recherche qui sera de haute facture et très utile à la prise de décision. L'implication de l'ambassade témoigne de l'intérêt que le Canada porte à ce genre de travaux et de la différence que la recherche peut faire du point de vue de la décision publique et pour les personnes ordinaires en particulier les couches défavorisées. Le projet peut compter sur le CRDI en ce qui concerne l'appui technique, financier et logistique. Le CRDI aussi compte sur les partenaires du projet pour la mobilisation des acteurs pour stimuler le débat, pour le partage des expériences et le partage des leçons qui ressortent de l'application des résultats de la recherche appliquée. Enfin il remercie tout le monde pour leur disponibilité et de leur avoir fait confiance encore une fois.

Après ces mots, Professeur Mbaye remercie tous les participants et clôture la rencontre.

4- La mise en place du comité de pilotage

A l'issue de cet atelier de lancement, le comité de pilotage a été mis place. Ce comité est chargé de l'orientation de la mission d'étude. Il sera présidé par Mme Malado Kaba, Ancien Ministre de l'Économie et des Finances de la Guinée Conakry. Les autres membres de ce comité comprennent :

- ✓ Professeur Ahmadou Aly Mbaye, Chef de projet
- ✓ Professeur Fatou Gueye, Co-Directrice du Projet et Coordinatrice du Sénégal
- ✓ Professeur Birahim Boudarbat, Directeur de l'OFE
- ✓ Monsieur Seydou Ndiaye, Directeur des PME, représentant du Ministère du Commerce et des petites et moyennes entreprises au Sénégal.
- ✓ Mr Moïse Achille Houssou, Conseiller du Président de la République du Bénin
- ✓ Professeur Ngouem épouse UM Marie Thérèse, Coordinatrice de l'équipe du Cameroun
- ✓ Professeur Alinsato Alastair Séna, Coordinateur de l'équipe du Bénin
- ✓ Professeur Mouhamed Fouzi Mourji, Directeur du LASAARE (laboratoire de Statistique Appliquée à l'Analyse et la Recherche en Économie), Coordinateur de l'équipe du Maroc
- ✓ Dr Yvette Obo Onibon Doubougan, Expert Genre
- ✓ Professeur Ibrahima Seck, Expert en santé publique.
- ✓ Monsieur Ousmane Sy Ndiaye, directeur de l'UNACOIS.

5- Stratégie de communication de l'atelier

Dans sa stratégie de communication, le LAPD dans le cadre de ce projet a mis en place une stratégie de communication visant à divulguer les informations relatives au projet

- Diffusion dans les journaux de la place notamment l'Observateur et journal le Soleil. (voir annexes 1 à 2)
- Bande annonce sur le Site de <https://www.seneweb.com/> (voir annexe 3)
- Création du site WEB du Projet : <https://crdi-cooperation.ucad.sn/> (voir annexe 4)
- La création de la page Facebook: <https://web.facebook.com/Laboratoire-dAnalyse-des-Politiques-de-D%C3%A9veloppement-UCAD-104345498107712>. (voir annexe 5)
- L'atelier de lancement du 8 octobre a été diffusé en direct sur facebook (voir annexe 6)



ments de l'ouvrage nouveau que les faits remontent au vendredi dernier lors de leur visite le soir au village arifien de Toukoto, dans le département de Serey. Le chef de Brigade de Soudala, Mohamed Sene, accompagné de son guide, un Malien du nom de Mamadou Diallo, a débarragé sur les sites Fopalligne des Burkinabè à Tenkoto, 1,1 km des opérations habituelles du nom de Sékou Kabore est aussitôt interpellé. Le chef de Brigade Fereser de Soudala et son guide lui ont exigé la somme de 500 000 FCFA. Avant de convoquer les 4 autres chefs de chantier, seul des Burkinabè, pour leur réclamer cette somme de 100 000 FCFA. Comme tenu les biens financiers classés à la ferme sans des «charters» à cause de la pandémie, les chefs de chantier burkinabè ont tenté de se faire payer la somme de 100 000 FCFA pour toute la trousse. Mais Mohamed Sene a refusé et continué à réclamer 100 000 FCFA chacun. Après marchandage, le chef de Brigade Fereser a fini par encaisser la somme de 100 000 FCFA auprès des Burkinabè avant de retourner sur ses pas. Le lendemain, il revient à la charge. Cette fois-ci, il met le feu aux 2 autres habités par les 5 Burkinabè, occasionnant d'importants dégâts matériels consistant de téléphones portables, livres, vêtements, de l'argent, entre autres. Rien n'a été épargné. Son forfait accompli, Mohamed Sene bat en retraite en compagnie de son guide. En cours de route, il tombe sur un autre employeur, Souleymane Diallo, habitant à 2 kilomètres du village de Tenkoto, qui préparait son dîner. Ce dernier passe un autre quart d'heure entre les mains du chef de Brigade Fereser et de son guide. La honte de Souleymane Diallo est également inscrite sur Mohamed Sene. Le guide malien a profité de cette occasion pour voler les 50 000 FCFA et le poste radio de l'employeur Souleymane Diallo.

avoir avec vous le poste radio de ce dernier qu'il a montré au chef de Brigade Fereser qui lui a dit de le garder par dessus lui. Au terme de leur dureté légal de garde à vue, le chef de Brigade Fereser de Soudala et son guide maison ont été déjoints et interpellés au parquet de Koudougou pour incriminer volontaire sur un lieu habité, corruption, concussion et extension de fonds pour Mohamed Sene, et complicité de corruption, de concussion et extension de fonds pour le guide malien.

PAPE OUSSEYNOU DIALLLO

miers, les dénonciateurs qui n'en pouvaient plus de passer sous silence, ce trafic qui «terrisse l'image de ce quartier paisible des Allées du Centenaire», ne sont effrayés du fait que la clientèle du dealer était composée de personnes d'un âge avancé et d'un certain rang social. Fort de ce renseignement, le commissaire Ayo Sow a mis en branle les éléments de sa brigade de recherches. Le 2 octobre dernier, les limiers en tenue civile sont déployés, vers 19 heures, le long du bou-

près d'un certain, B. T. Je ne vendis ma drogue qu'à des congénères qui n'ont consommé dans la plus grande discrétion du fait de leur âge et de leur statut.» Faisant son mea-culpa, Camara dit être conscient que le trafic de drogue est un délit puni par la loi. «J'ai commis une erreur», dira-t-il. D. Camara, 71 ans, est déféré au parquet du tribunal de Dakar, pour trafic de drogue.

JULES SOULEYMANE NDIAYE



Université
Cheikh Anta Diop
de Dakar

WEBINAIRE

Retour conseil des politiques publiques pour les emplois décent en Afrique Francophone dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Venez pointer votre intérêt

Facebook icon, Instagram icon, Twitter icon

CONTACT :

Laboratoire F.Ancora des politiques de développement (LAPD)

Adresses :

Bicentenaire Centre de la maison des villes 0020 #

Téléphone : 221 33 839 22 18

Email : ap@fcdv.sn



www.gfm.sn

Jeudi 08
08 Octobre 2020

15h - 16h heure de Dakar

Financiarisé

IDRC CRDI

Le Soleil
RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Macky Sall pour un retour du train Dakar-Tambacounda

Le budget 2021 prévu à 4 589,15 milliards de Fcfa, en hausse de 8,9%
Numérotation à l'école

WEBINAIRE
Atelier de lancement de l'opération
"Macky Sall et son équipe au service de la
réalisation de la vision de l'État 2050"

08 OCTOBRE 2020

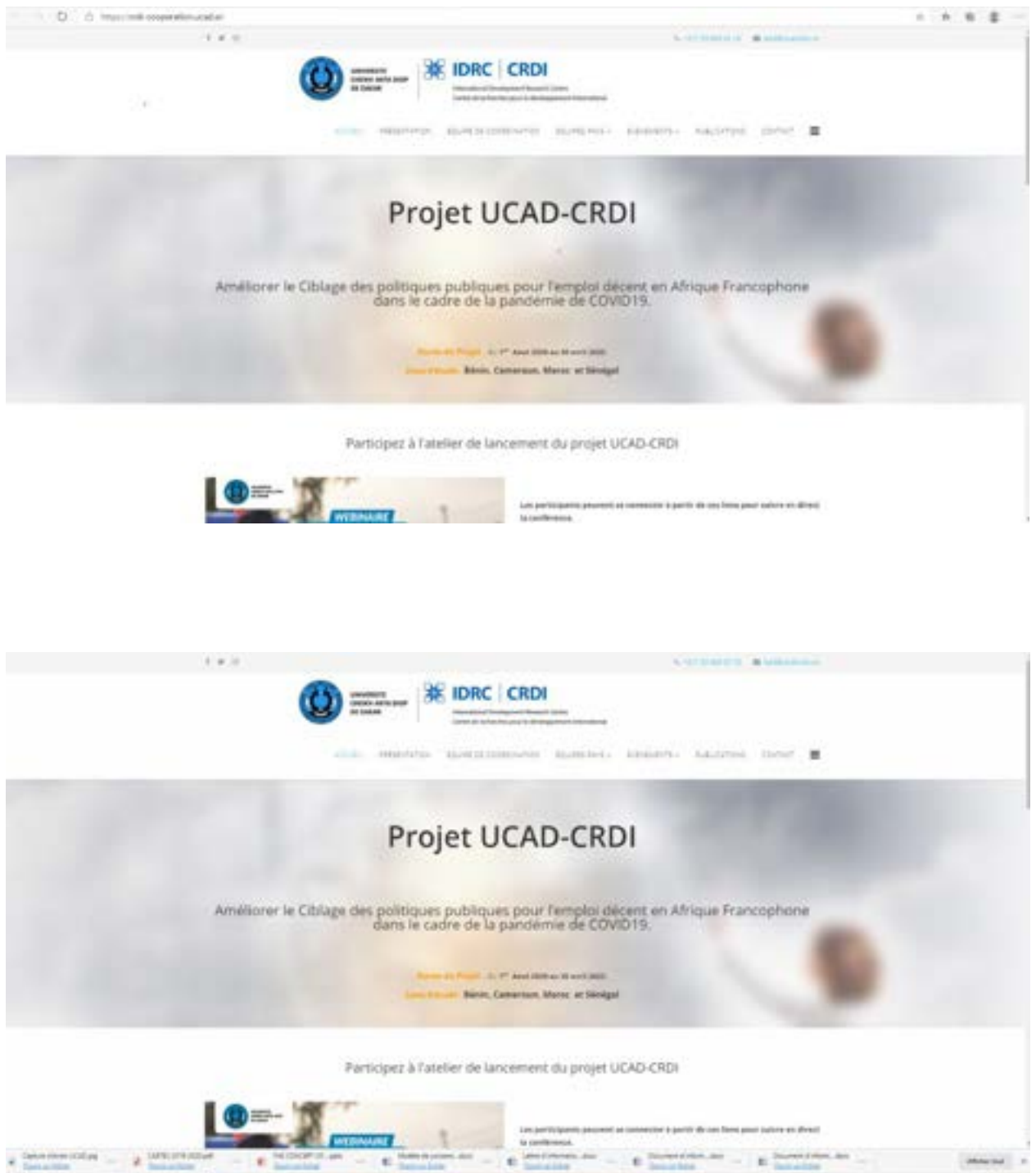
Éditions: 96 | 1011 | 1011

MAGAL DE TOUBA 2020
Aly Nguille Ndiaye
magnifie la pédagogie
du Khalife des Mourides

Annexe 3 : Insertion sur seneweb



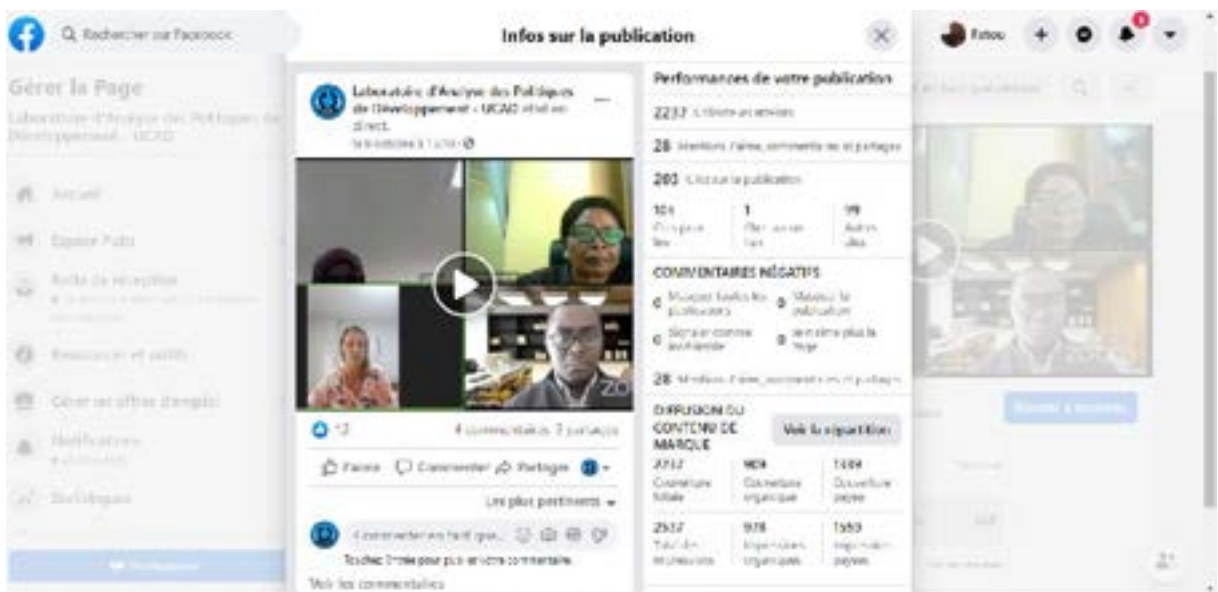
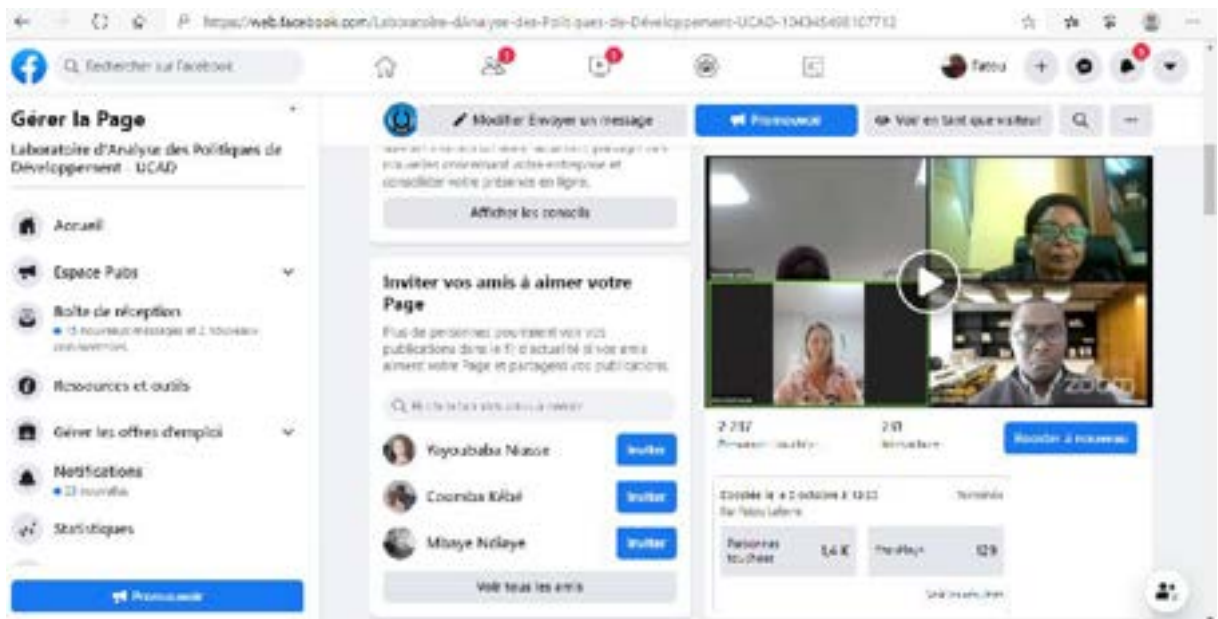
Annexe 4 : Creation du site du projet



Annexe 5 : Creation de la page Facebook du projet



Annexe 6 : diffusion en direct sur facebook de l'atelier de lancement



Annexe 7 : Flyer de l'atelier de lancement

